



## Centraide United Way Canada

Soumission sur les mesures du budget de 2023 visant à faire croître l'économie propre,  
à éliminer les échappatoires fiscales et à offrir un allègement fiscal aux Canadiens

Le 7 septembre 2023

Personne-ressource :

Anita Khanna

Directrice nationale, Politique publique et Relations avec les gouvernements

[akhanna@centraide.ca](mailto:akhanna@centraide.ca), 1-800-267-8221, poste 2268

---

**Centraide United Way Canada**

116, rue Albert, bureau 900 | Ottawa (Ontario) | K1P 5G3

613-236-7041 | 1-800-267-8221

[centraide.ca](http://centraide.ca) | [unitedway.ca](http://unitedway.ca)

Centraide United Way Canada est heureux d'avoir l'occasion de transmettre au ministère des Finances son analyse des changements apportés à l'impôt minimum de remplacement dans le budget de 2023.

## **À propos de Centraide United Way Canada**

Centraide United Way (CUW) est le plus important réseau national d'experts sociaux locaux du Canada qui donnent aux gens les moyens de produire des changements sociaux durables dans leurs communautés. Notre réseau fédéré de 67 Centraide et United Way s'attaque à la pauvreté et à l'exclusion sociale dans 5 000 communautés partout au pays. Tous les ans, nous mobilisons un million de personnes – donateurs particuliers, bénévoles et partenaires des milieux syndical et d'affaires – pour amasser plus d'un demi-milliard de dollars et l'investir dans l'infrastructure des services sociaux et communautaires cruciaux du Canada. D'envergure nationale, CUW est le plus important bailleur de fonds non gouvernemental des services sociaux et communautaires. En 2022, notre campagne annuelle a permis de recueillir 574 millions de dollars.

Grâce à la générosité de nos communautés, nous soutenons 5 800 programmes qui servent 10 millions de personnes par année. Ces programmes concrétisent notre vision, soit faire en sorte que chacun et chacune, dans chaque communauté, ait la possibilité de réaliser son plein potentiel. Centraide United Way Canada (CUWC) est le bureau national qui représente et chapeaute fièrement le réseau CUW au Canada.

## **Secteur des organismes de bienfaisance et sans but lucratif**

Les CUW sont des chefs de file actifs du secteur des organismes de bienfaisance et sans but lucratif du Canada, secteur dont le rôle de moteur économique est sous-estimé. Selon Imagine Canada, ce secteur contribue à l'activité économique à hauteur de 192 milliards de dollars par année, ce qui représente 8,3 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada. Il emploie 2,5 millions de personnes chaque année, ce qui signifie qu'une personne sur dix au Canada travaille pour un organisme de bienfaisance ou sans but lucratif. Cette main-d'œuvre comprend 77 % de femmes, 47 % de personnes nouvellement arrivées et 35 % de personnes autochtones et racialisées. Le secteur dispose également d'une communauté de 13 millions de personnes dynamiques qui lui consacrent bénévolement près de deux milliards d'heures chaque année.

## **La poursuite de l'équité fiscale ne devrait pas se faire au détriment des dons de bienfaisance**

CUWC appuie les objectifs d'équité et de transparence fiscales énoncés dans le budget de 2023. En même temps, nous mettons le gouvernement en garde contre les conséquences imprévues que les changements aux règles de l'impôt minimum de remplacement (IMR) dans le budget de 2023 pourraient avoir sur les collectes de fonds, qui sont au cœur des activités du secteur des organismes de bienfaisance et sans but lucratif.

À l'heure actuelle, la plupart des crédits d'impôt non remboursables peuvent être déduits de l'IMR. Dans le budget de 2023, le gouvernement propose que seulement 50 % de ces crédits soient autorisés dans le calcul de l'IMR, y compris le crédit d'impôt pour don de bienfaisance. De plus, il inclura 30 % des gains en capital sur les titres cotés en bourse faisant l'objet d'un don dans le revenu de base de l'IMR, alors que ces gains étaient exclus par le passé<sup>1</sup>. CUWC

---

<sup>1</sup> [Budget de 2023 – Mesures fiscales : Renseignements supplémentaires.](#)

craint que ces changements découragent les gens de faire des dons de titres cotés en bourse, dons qui aident à offrir des services et des programmes essentiels aux communautés vulnérables.

## **Un changement d'orientation de la politique publique**

À plusieurs égards, les changements apportés à l'IMR et au crédit d'impôt pour don de bienfaisance sont incompatibles avec les orientations de la politique publique du gouvernement. Comme l'a déclaré l'Association canadienne des professionnels en dons planifiés dans sa soumission au ministère des Finances, toute récupération du crédit d'impôt pour don de bienfaisance, au titre du régime d'impôt sur le revenu ordinaire ou de l'IMR, mine la politique de longue date du gouvernement fédéral qui est d'appuyer le travail du secteur des organismes de bienfaisance par sa politique fiscale et perturbe le transfert de la richesse des particuliers vers des organismes de bienfaisance au Canada. Nous constatons que dans les 20 dernières années les gouvernements libéraux et conservateurs successifs ont apporté des changements favorisant un tel transfert, soutenant du coup l'important travail du secteur. Plus récemment, le gouvernement fédéral a augmenté le contingent des versements pour inciter les fondations privées à investir plus massivement dans le secteur des organismes de bienfaisance afin de répondre aux besoins soutenus des communautés. Les changements proposés dans le budget de 2023 désavouent ces importantes orientations de la politique publique, et ce, au détriment des communautés.

Ces changements dérogent également à la reconnaissance de la valeur des organismes de bienfaisance et sans but lucratif dans le budget de 2021 en tant que « partenaires clés » du gouvernement qui possèdent une « connaissance inestimable, sur le terrain, des besoins de leurs communautés » et qui « fournissent un soutien communautaire et social grandement nécessaire »<sup>2</sup>. De façon continue et à l'échelle locale, les services communautaires s'ajoutent aux services gouvernementaux et aux programmes de soutien du revenu et comblent les lacunes en donnant accès à la nourriture, au logement et à l'aide en santé mentale et en créant des voies menant à la sécurité, à l'éducation, à l'emploi et, en fin de compte, à une vie meilleure. Aujourd'hui, le coût des aliments demeure élevé, les logements abordables sont souvent peu nombreux, et les salaires et l'aide au revenu ne parviennent pas à suivre l'augmentation du coût de la vie. Les personnes autochtones, noires et racialisées, les femmes, les membres des communautés 2ELGBTQI+, les personnes immigrantes et réfugiées, les personnes en situation de handicap et bien d'autres personnes sont vulnérables aux inégalités sociales de longue date, ce qui les oblige à se tourner vers les services communautaires locaux.

Les mesures fiscales qui découragent les dons de bienfaisance aux organismes communautaires auront des répercussions sur ces personnes vulnérables aux prises avec des inégalités systémiques. Ces personnes appartiennent aux mêmes communautés prioritaires par le gouvernement fédéral dans de nombreuses politiques de programmes, comme le remboursement pour l'épicerie, la Stratégie nationale sur le logement, le Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe, et avec la création du Secrétariat 2ELGBTQI+ et du Secrétariat fédéral de lutte contre le racisme, entre autres initiatives.

## **Données de CUW sur les dons de titres cotés en bourse**

---

<sup>2</sup> [Budget de 2021 : Une relance axée sur les emplois, la croissance et la résilience.](#)

Les données recueillies auprès d'un échantillon du réseau CUW en août 2023 montrent l'importance des dons de titres cotés en bourse pour la collecte de fonds. En 2020, 2021 et 2022, cet échantillon de 30 Centraide United Way a reçu 3 745 dons de titres cotés en bourse pour une valeur totale de 102 025 260 \$.

Les dons de titres cotés en bourse représentent un secteur de croissance pour la collecte de fonds des CUW, car cette catégorie de dons a fait un bond de 34 % entre 2020 et 2022. Ce bond démontre toute l'importance des dons de titres cotés en bourse pour soutenir le travail des services sociaux et communautaires ciblés par les investissements de CUW. Les mesures fiscales qui découragent les dons mettent en péril l'une de nos importantes stratégies de croissance, ce qui a des répercussions sur notre capacité d'aider les communautés rurales, urbaines, nordiques et suburbaines.

## Tendances en philanthropie et en demande de services

Les revenus de la plupart des organismes communautaires proviennent de dons, du revenu gagné (c.-à-d., les frais perçus pour la prestation de programmes et d'activités d'entreprise sociale) et de subventions octroyées par tous les ordres de gouvernement. Les Centraide United Way sont des fondations publiques qui suivent de près les tendances en philanthropie. Selon Imagine Today, les donateurs fortunés qui donnent plus à des organismes de bienfaisance sont moins nombreux, et la collectivité des donateurs ne cesse de diminuer. Ce sont précisément ces personnes qui pourraient être touchées par les changements apportés à l'IMR, ce qui réduirait les dons de bienfaisance à l'appui des organismes communautaires. Selon Imagine Canada :

- Les données de feuillets T1 préliminaires indiquent que les Canadiens et les Canadiennes ont déclaré 11,8 milliards de dollars en dons de bienfaisance en 2021. En tenant compte des effets de l'inflation, il s'agit d'une augmentation de 7,9 % par rapport à 2020. Bien que la valeur totale des dons ait augmenté, ce sont 165 000 contribuables de moins qui ont déduit des dons, ce qui équivaut à une baisse annuelle de 3,2 %, soit la plus faible jamais enregistrée.
- Parallèlement à cette baisse, la valeur moyenne des dons est passée de 2 063 \$ à 2 377 \$ en 2020.
- Ces chiffres tirés des données de feuillets T1 de 2021 respectent la tendance à long terme, où les dons proviennent d'une collectivité des donateurs en déclin dont le revenu moyen est plus élevé. (Imagine Canada, à paraître en 2023; [Statistique Canada](#)).

Cette menace pour les revenus des organismes communautaires survient alors que la demande de services demeure élevée, et que de nombreux enfants et adultes demeurent sur les listes d'attente pour obtenir un logement, du soutien en santé mentale et d'autres ressources. De nombreux organismes communautaires ne se sont pas remis des répercussions de la pandémie sur leur personnel et leurs activités. Pendant la pandémie, la demande de services a grimpé en flèche, et le personnel a dû répondre à des besoins plus complexes, ce qui a mené à de l'épuisement professionnel. Qui plus est, l'arrêt de la perception des frais pour la prestation des programmes et l'annulation des événements de financement en personne ont grandement nui à la collecte de fonds. De nombreuses personnes se sont tournées vers les

services communautaires pour la première fois, car elles avaient des problèmes de santé mentale ou des difficultés à payer leurs factures<sup>3</sup>.

Aujourd'hui, le coût élevé de la vie et les inégalités systémiques se font bien sentir : demande record dans les banques alimentaires, création de campements de sans-abris, pressions accrues sur le système de santé et longues listes d'attente pour du soutien en matière de santé mentale et d'usage de substances. Les organismes communautaires doivent en plus composer avec la préparation aux changements climatiques et l'intervention en cas de catastrophe alors que les coûts des programmes ne cessent de croître en raison de l'inflation. Alors que les gens de partout au pays ressentent comme jamais auparavant les répercussions des inondations, des feux et des tempêtes sur leurs résidences, leurs moyens de subsistance et leurs communautés, les ressources limitées du secteur s'épuisent. Comme le secteur des services communautaires est un partenaire essentiel des gouvernements pour répondre aux besoins continus et urgents des communautés canadiennes, nous exhortons le ministère des Finances à éviter les changements de politique qui pourraient entraîner une baisse des dons de bienfaisance.

## Recommandations

Tout comme Imagine Canada, CUWC recommande l'abandon des changements proposés au calcul de l'IMR qui découragent les dons de bienfaisance. Plus précisément, nous demandons à ce que le taux d'inclusion de zéro pour les gains en capital sur les dons de titres cotés en bourse soit maintenu aux fins de l'IMR et que la totalité du crédit d'impôt pour don de bienfaisance puisse être appliquée au calcul de l'IMR.

Nous remercions le ministère des Finances de nous avoir donné l'occasion de présenter notre analyse et nos recommandations relatives à l'IMR. CUWC reste à votre disposition pour poursuivre cette discussion sur les changements et les mesures visant à soutenir les dons de bienfaisance.

---

<sup>3</sup> [La pandémie de COVID-19 a entraîné l'émergence d'un nouveau groupe de Canadiens vulnérables : enquête.](#)